

# Quand la France faisait avancer l'Europe

Jacques Delors

Président de la Commission européenne de janvier 1985 à janvier 1995. Ancien ministre de l'économie et des finances

Le 25 mars 1957, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signaient le traité de Rome. Cinquante ans plus tard, l'Union européenne a vingt-sept Etats membres et quelques états d'âme. L'analyse de celui qui a incarné l'Europe pour les Français

**L'Europe est assez peu évoquée dans la campagne électorale française, alors que le thème national revient sans cesse. Faut-il s'en inquiéter ?**

Disons que l'air du temps n'est pas bon. Il y a eu comme ça des périodes dans la construction européenne où à cause d'une crise ou d'une mésaventure grave chaque pays se repliait sur ses positions. Il serait d'ailleurs excessif d'en attribuer toute la responsabilité au non prononcé par les électeurs en France et aux Pays-Bas au traité constitutionnel en 2005. Si l'on devait chercher une explication, en dehors de l'état psychologique de la société française, je dirais que le dernier élargissement [quand l'UE est passée de quinze à vingt-cinq membres en 2004 puis à vingt-sept en 2007] a été mal conçu, mal expliqué et sans doute mal conduit.

En cinquante ans, nous avons connu d'autres moments difficiles, comme la politique de la chaise vide décidée par le général de Gaulle en 1965, alors que l'Europe avait démarré en trombe. Ensuite, au début de la décennie suivante, ce fut la dévaluation-flottement du dollar [1971] et le premier choc pétrolier [1973-1974]. On a vu alors chaque pays se replier sur lui-même et choisir ses propres solutions – totalement divergentes dans le cas de l'Allemagne et de la France. Jusqu'au jour où, le choc pétrolier étant digéré, a été créé à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt le système monétaire européen, qui a ramené non seulement le calme, mais l'espoir et le goût de travailler ensemble.

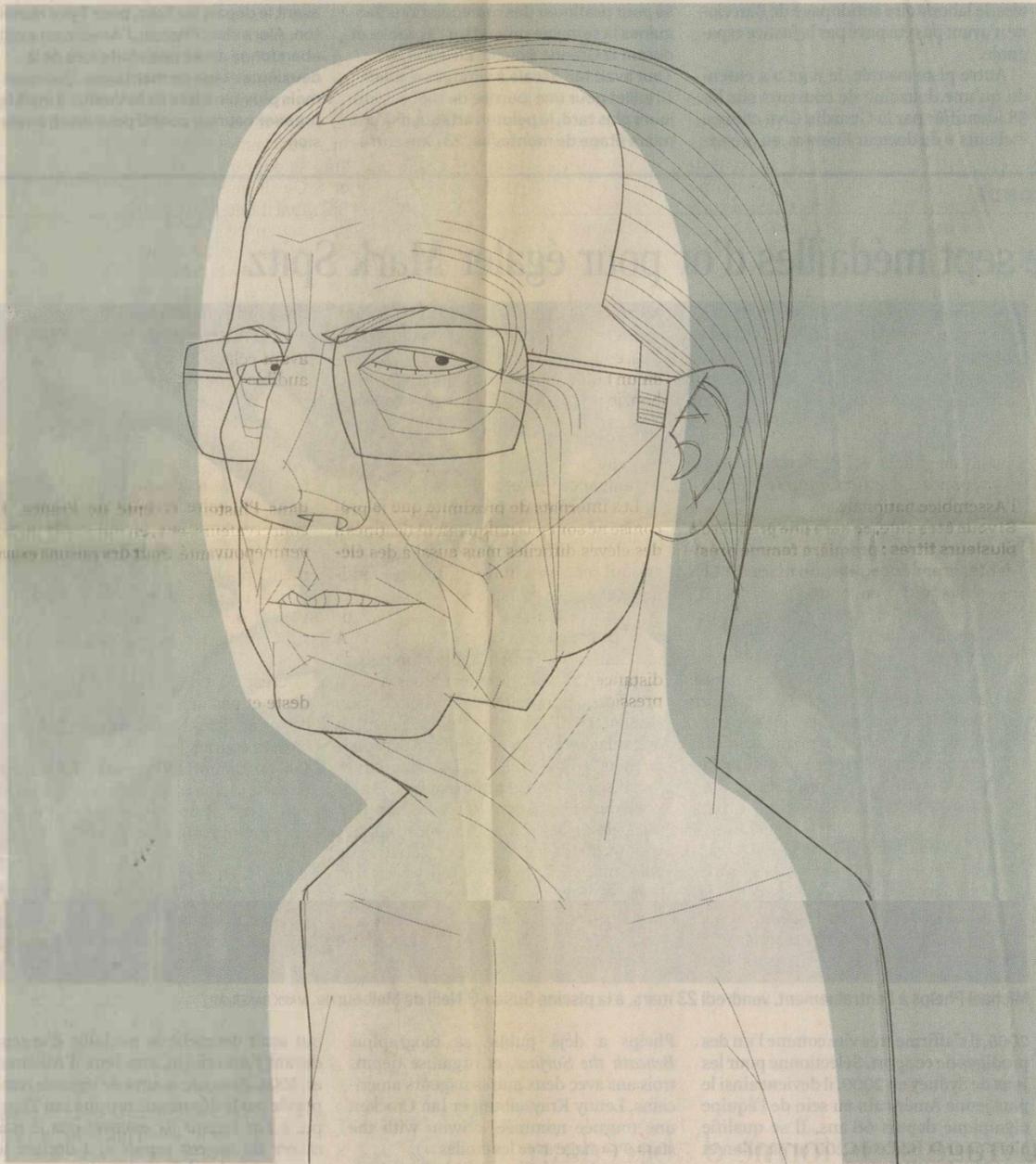
**La crise actuelle de l'Europe n'est-elle pas plus profonde ?**

L'histoire de la construction européenne n'a jamais été un long fleuve tranquille. La crise actuelle me paraît cependant plus profonde car elle révèle des conceptions très divergentes sur les finalités de la construction européenne. Il est vrai qu'en 1992 déjà nous avons dû construire le traité de Maastricht avec deux clauses d'*opting out* [exemption pour certains pays], l'une sur le protocole social et l'autre sur l'Union économique et monétaire, cette dernière ayant permis au Royaume-Uni, au Danemark et à la Suède de ne pas adopter l'euro. Mais, aujourd'hui, c'est pire, j'ai le sentiment que ceux qui refusent l'Europe politique sous n'importe quelle forme – confédération ou fédération d'États-nations – pensent avoir gagné la partie : ils sont contents quand les choses traînent parce que ça les arrange.

**avez-vous été surpris par le fait que cette tendance l'emporte en France en 2005 ? Après tout, cette Constitution avait été proposée par les Français.**

Au passage, je souligne que je n'ai jamais été enthousiasmé par le terme « Constitution ». Car pour les Français, avec la tête politique qu'ils ont, Constitution signifiait que tous les pouvoirs allaient être dévolus à l'UE. A ce moment-là, il était normal qu'ils lui demandent beaucoup, beaucoup trop. En dehors de ça, la France se caractérise par une forte angoisse devant la mondialisation et par le fait qu'on y compte autant de sujets de mécontentement que de groupes sociaux. Enfin, il y a le désenchantement démocratique – qui touche l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

Même si les Français semblent se passionner pour l'élection présidentielle, il n'est pas sûr qu'ils aient, comme il y a vingt, trente ou cinquante ans, la conviction que la politique peut changer les choses. Dans ces conditions, j'ai essayé de fai-



re passer, sans convaincre, l'argument suivant : ce que la France devait faire pour elle-même, l'Europe ne le ferait pas à sa place. Il faut rappeler sans cesse que l'essentiel de la politique économique, la politique de l'emploi, la sécurité sociale et la répartition des revenus sont de la compétence nationale. Or durant la campagne pour le référendum, certains reprochaient à l'Union européenne d'être responsable du chômage en France. Au final, les coups de poing sur la table de nos dirigeants plus le non au référendum, cela fait une addition sévère pour l'influence de la France en Europe.

**A quel moment les choses ont-elles mal tourné, après les années d'élan qu'a connues la construction européenne ?**

Le tournant, c'est la débâcle monétaire de 1992. A l'approche de la ratification du traité de Maastricht, la lire italienne, puis la livre sterling, ont été contraintes par la spéculation de sortir du système monétaire européen, et le franc français a été lui aussi menacé en juillet 1993. Ces turbulences monétaires ont mis un point final à la phase de croissance stimulée par la perspective du marché unique. Il y avait une véritable euphorie, plus de dix millions d'emplois ont été créés en Euro-

pe pendant cette période. Et puis le vent a tourné.

**Est-ce lié à la chute du mur de Berlin ?**

Non. Bien sûr, certains partenaires de l'Allemagne s'interrogeaient. Pas moi, qui ai dit tout de suite, en me référant à une clause du traité de Rome que les Allemands de l'Est avaient pleinement leur place en Europe. L'hésitation n'a pas duré longtemps, du reste : un conseil européen spécial s'est réuni à Dublin, fin avril 1990, et l'unification a été acceptée. Non, le changement de climat dont j'ai parlé avait beaucoup plus à voir, comme après 1971, avec la détérioration de la situation économique mondiale. Les pays se replient sur eux-mêmes, les réflexes nationalistes reviennent. Quand j'ai présenté mon Livre blanc sur *Croissance, compétitivité et emploi*, en décembre 1993, il a fallu se fâcher pour qu'il soit adopté au sommet de Bruxelles : le cœur n'y était pas.

**Cela correspondait aussi à la fin du mandat de François Mitterrand et Helmut Kohl était affaibli politiquement...**

Un jour, à Paris, comme je m'inquiétais que les choses n'avancent pas, François Mitterrand m'a dit : « Vous savez, la Seine continuera de couler ! » Et quelques mois plus tard, dans une conversation

avec Helmut Kohl, le voilà à son tour qui me dit : « Mais ne te fais pas tant de mauvais sang, le Rhin ne va pas s'arrêter de couler. » Ils estimaient, à juste titre, qu'ils avaient fait leur part. Ce qui a beaucoup pesé, c'est que l'Allemagne n'arrivait pas à digérer son unification, qui engloutissait chaque année 4 % de son PIB. La France et l'Italie en ont pâti aussi, à l'exception des années 1997-2001, où la croissance française a été forte, grâce à une reprise mondiale et aussi aux mérites du gouvernement de Lionel Jospin.

**Si c'était à refaire, referiez-vous l'élargissement ?**

Replaçons-nous au moment de la chute du mur de Berlin. La hantise, c'était qu'il y ait des affrontements, des violences. Et tout s'est passé le mieux possible, grâce à la sagesse des dirigeants au rang desquels je place Mikhail Gorbatchev, le président Bush père, Helmut Kohl et François Mitterrand. Comment ne pas dire à ces pays qui sont européens que c'était à la fois un devoir et un bonheur de les accueillir ? Il n'y a qu'en France que ça n'a pas été bien expliqué.

A l'époque, j'avais proposé, sans succès, d'offrir à ces pays un toit politique pour leur donner le temps de s'insérer

dans cette vaste économie de marché aux règles multiples. Comme nous ne l'avons pas fait, ils se sont tournés vers l'Alliance atlantique et vers des recettes anglo-saxonnes de type big bang, si bien que la France a perdu sur les deux tableaux. Aujourd'hui, un autre défi se pose dans les Balkans. Ces pays sont dans l'état où était l'Europe de l'Ouest en 1950 : la peur de la guerre, la peur de l'autre. Il faut leur proposer la même méthode : faites une union douanière, échangez, coopérez ! « *Le pardon et la promesse* », disait Hannah Arendt. Cela montre bien la noblesse de ces gens qui, il y a cinquante ans, ont imaginé un avenir de paix pour l'Europe.

**Tout est-il bloqué dans les institutions ?**

Les choses continuent d'avancer au Parlement européen, qui a fait d'énormes progrès. A l'époque où je dirigeais la Commission européenne, j'ai bénéficié d'une coalition historique entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates. Aujourd'hui, la social-démocratie, à laquelle j'appartiens, est minoritaire, la majorité est du côté du centre

Les pays se replient sur eux-mêmes, les réflexes nationalistes reviennent

droit et des libéraux, dont certains prônent le libéralisme économique jusqu'aux extrêmes. Les socialistes européens mènent leur bataille politique, sans renoncer à arracher des avancées. Ainsi, ce Parlement a accompli un remarquable travail sur la directive Services et sur la directive Reach (vérification de l'innocuité de plusieurs milliers de produits chimiques), en parvenant à un compromis politique dynamique. Les partis politiques français ont beaucoup de mal à comprendre cette règle du jeu, parce qu'ils veulent une Europe à la française. Or on ne réussit pas dans ces conditions.

Tous les dirigeants français qui ont œuvré positivement pour l'Europe, depuis les années 1950, pensaient que le rayonnement de la France, le maintien de son influence, passaient par la construction européenne. Cet élément essentiel, qui noue le patriotisme national avec la vocation européenne, a manqué cruellement ces dernières années. Nos partenaires aiment la France, mais celle qui dit « nous, les Européens », pas celle qui donne des coups de menton.

**Que pensez-vous de la place de l'Europe dans la campagne présidentielle ?**

Je suis déçu de la façon dont on en parle, pas besoin d'en dire plus. Pour la suite, il faudra d'abord faire le ménage chez nous, pour faire face au triple défi de la démographie, de la mondialisation et de la mutation technologique. Alors nous pourrions redevenir cette France ouverte, capable de propositions généreuses, audacieuses qui lui ont permis de marquer, depuis l'appel de Robert Schuman en 1950, l'histoire de l'Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI DE BRESSON ET SOPHIE GHERARDI  
ILLUSTRATION ALESSANDRO GOTTARDO